

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

LE SUD-KIVU RECLAME UN RETOUR RAPIDE DES FDLR

(Institut Panos Paris / Syfia Grands Lacs) Fin mars 2005, les Forces démocratiques de libération du Rwanda (Fdlr) basées à l'est de la RDC ont officiellement décidé de renoncer à la lutte armée et de rentrer chez eux. Dans la province congolaise du Sud-Kivu où les Fdlr font régner la terreur, cette annonce est saluée par la population qui espère vite retrouver la paix à l'approche des élections, et voir les relations avec le Rwanda se normaliser...

A Walungu, territoire situé à 50 Km environ de Bukavu, le chef-lieu de la province du Sud-Kivu à l'est de la RDC, la situation sécuritaire est loin d'être restaurée. En plus des nombreuses barrières qui coupent les routes, les populations sont soumises à toutes sortes de tracasseries et d'actes de violences de la part des soldats congolais et des miliciens des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) et autres Interahamwe. Comme dans le reste de la province, il ne se passe pas un jour sans que des villages ne soient attaqués, des femmes emportées en brousse où elles sont violées collectivement parfois pendant des semaines, des marchés pillés...

Comme le souligne Alphonsine Chibalonza, qui a passé plus de deux semaines dans le maquis des Fdlr non loin de son village de Kaniola en territoire de Walungu, « *tant que ces Rwandais ne seront pas rentrés chez eux, nous ne serons pas tranquilles ni en sécurité* ». Même le capitaine Olivier Mpangu, chargé de la démobilisation des ex-combattants au sein de la 10^{ème} région militaire, est d'accord que l'armée congolaise, la Monuc et la communauté internationale devraient tout mettre en œuvre pour rapatrier au plus tôt les miliciens rwandais dans leur pays.

Lueur d'espoir

Le 31 mars dernier, sous l'égide de la Communauté catholique Sant'Egidio, un accord tripartite a été signé à Rome, en Italie, entre les Fdlr, la Monuc (Mission des Nations Unies au Congo) et le gouvernement congolais. Par cet accord, les rebelles du Fdlr déclaraient « *qu'ils renoncent à la lutte armée, acceptent de rentrer au Rwanda et condamnent le génocide rwandais de 1994* ». Pour rappel, celui-ci a fait 800.000 morts tutsi et hutu selon l'Onu, plus d'un million d'après le gouvernement de Kigali.

Sur le terrain, les choses n'ont cependant pas beaucoup avancé après la déclaration des Fdlr. Selon le processus prévu à Rome, le regroupement et le rapatriement des Fdlr auraient dû commencer le 5 mai 2005. La Monuc a, pour ce faire, installé six sites de rassemblement et d'enregistrement des combattants des Fdlr dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, pour assurer leur rapatriement au Rwanda. Mais aucun mouvement de ces rebelles estimés entre 8 000 et 15 000 n'a encore été enregistré dans ces sites. La tournée de leur chef, Ignace Murwanashyaka dans le Sud-Kivu au mois de mai 2005 devrait constituer un déclic. Il a exprimé à Kinshasa sa volonté d'aller rencontrer ses troupes pour "*les conscientiser à un retour pacifique dans leur pays...*"

Côté rwandais, le ministre des Affaires étrangères Charles Murigande estime pendant ce temps que « *les Fdlr devront répondre de leurs actes durant le génocide de 1994 s'ils reviennent au Rwanda* ». Ce qui ne semble pas devoir tranquilliser les ex-rebelles, confrontés de ce fait à choisir entre le retour au pays et un long séjour en prison au pays des mille collines.

Un facteur de paix pour les Grands Lacs

Les organisations internationales ne cessent pourtant d'encourager ce retour des Fdlr. Jim Terry, membre de l'ONG *International Crisis Group* estime que « *le Rwanda devrait faciliter le retour sans heurts des rebelles rwandais dans leur pays, sans quoi les violences à l'est de la RDC ne pourront que se multiplier* ». Le Commissaire européen au Développement, Louis Michel affirme pour sa part que la position du Rwanda qui « *refuse d'entrer dans une négociation de partage du pouvoir avec les Fdlr est logique et raisonnable* ». Il rejoint le point de vue du président rwandais Paul Kagame qui soutient que « *il n'y a pas de notre part de refus d'intégrer les Fdlr dans le processus politique... mais ils ont fait le mauvais choix en restant au Congo* ».

Mais pour les populations de l'est du Congo, premières victimes des exactions commises par les Fdlr, leur rapatriement est un souhait ardent, car il devrait ramener la paix et la sécurité durables dans le pays et dans toute la région des Grands Lacs. Le porte-parole des Fdlr le souligne lui-même lorsqu'il affirme que « *les mesures d'accompagnement de retour (de ses hommes) sont perçues comme étant la base solide non seulement de la paix et de la démocratie au Rwanda mais aussi dans toute la sous-région des Grands Lacs* ».

Le retour au Rwanda des combattants des Fdlr devrait aussi favoriser un bon déroulement des élections prévues cette année en RD Congo. Pour Emmanuel Rugarabura, président intérimaire de la Société civile du Sud-Kivu, « *il est impossible de penser à des élections crédibles aussi longtemps que le recensement des Congolais ne sera pas fait. Aujourd'hui qui peut dire avec précision qui est Congolais et qui ne l'est pas dans nos territoires et nos villages ?* » Un enseignant qui a requis l'anonymat ajoute : « *Tant que les Fdlr et autres rebelles rwandais seront sur notre territoire, le gouvernement de Kigali trouvera toujours des raisons de vouloir revenir chez nous...* »

Antoine Hasabumutima (Journal Ndongezi/ Burundi)
Déo Namujimbo (agence Syfia/Bukavu-RDC)
Krouchtchev Kimenyi (Journal Umuco/Rwanda)
Pascaline Biduda (Journal Le Renouveau/ Burundi)
Zacharie Sevekesse (agence APA/RDC)

KIDNAPPEE A 13 ANS, ESCLAVE SEXUELLE CHEZ LES INTERAHAMWE

Emérence Mukungilwa est encore toute jeune. A peine âgée de 17 ans, elle s'est échappée des mains des Interahamwe, les milices rwandaises qui se sont réfugiées depuis plus de dix ans dans l'Est de la République Démocratique du Congo, après le génocide de 1994. Avec d'autres filles, elle avait été kidnappée en 2001 alors qu'elle avait 13 ans, dans le village de Kasika, territoire de Mwenga à 110 km de la ville de Bukavu. Elles ont été utilisées durant des années comme esclaves sexuelles. « *Les Interahamwe nous ont emportées très loin dans la forêt de Kamituga, raconte la jeune fille, encore traumatisée. Nous avons beaucoup souffert. Tout le temps ils nous violaient à plusieurs...* »

En 2003, après deux années passées en forêt, Emérence a réussi avec une dizaine d'autres filles à s'échapper des mains de leurs ravisseurs. Arrivée à Kasika puis à Bukavu, après plusieurs jours de marche dans la forêt, elle a été accueillie par sa famille. Conduite ensuite au centre de l'ONG LAV (*Laissez l'Afrique Vivre*), elle suit depuis trois mois une formation en coupe et couture, en éducation civique et familiale. Elle est la plus jeune parmi les 14 filles victimes des viols et violences sexuelles commis par les groupes armés, qui suivent leur formation dans cette ONG. Elle en est fière et pense, au bout de six mois de formation, être en mesure de gérer son propre atelier.

Devant sa machine à coudre, habillée en combinaison bleue le regard innocent sur un visage brun fané, elle déclare de sa petite voix de fille victime d'hommes en armes : « *La guerre n'a que des tristes souvenirs. Que les viols et les violences cessent* », dit-elle. Malgré le drame qu'elle a vécu en forêt, sa santé est sauvée et le moral reconforté. Elle aimerait avoir un jour un mari, fonder son foyer et avoir des enfants. « *La femme mérite respect. Elle n'est pas un instrument pour assouvir l'appétit sexuel de tout le monde* », conseille-t-elle. Les souvenirs des atrocités dont sont victimes les femmes dans les villages encore vivaces dans son esprit, elle ne souhaite jamais y retourner.

Patient Ndoole